

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur
SGAMI Sud-Ouest
89 Cours Dupré de Saint-Maur
BP 300091
33041 Bordeaux Cedex



Assurance « Dommages Ouvrage » »
Rénovation et extension d'un bâtiment accueillant le nouvel Hôtel
de Police de Périgueux (24)

SGAMI33-2023-57-FCS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

PREAMBULE - DEFINITIONS.....	3
ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE.....	8
ARTICLE 2. DUREE DU MARCHE – DATE D’EFFET.....	9
ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	10
ARTICLE 4. DECLARATION DES RISQUES.....	11
Article 4.1. A la souscription de l’assurance.....	11
ARTICLE 5. MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE.....	12
Article 5.1. Lieu d’exécution.....	12
Article 5.2. Obligations de l’Assuré.....	12
Article 5.3. Obligations de l’Assureur.....	12
Article 5.4. Déclaration et gestion des sinistres.....	12
ARTICLE 6. FORME ET CONTENU DES PRIX.....	13
Article 6.1. Taux de la cotisation.....	13
Article 6.2. Révision des prix.....	13
Article 6.3. Défaut de paiement de la cotisation.....	13
Article 6.4. Clause de sauvegarde.....	14
ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT.....	15
Article 7.1. Paiement et établissement des factures.....	15
Article 7.2. Délai global de paiement.....	16
ARTICLE 8. RESILIATION DU MARCHE.....	18
Article 8.1. Par le Titulaire.....	18
Article 8.2. Par l’Assuré.....	18
Article 8.3. Modalités de résiliation.....	18
ARTICLE 9. DISPOSITIONS DIVERSES.....	19
Article 9.1. Droit, langue et monnaie applicables.....	19
Article 9.2. Prescription.....	19
Article 9.3. Contrôle de l’entreprise d’assurance.....	19
Article 9.4. Différends / contentieux.....	19
Article 9.5. Retard administratif dans le paiement des primes.....	20
Article 9.6. Révision.....	20
Article 9.7. Médiation	20

PREAMBULE - DEFINITIONS

Le présent Cahier des clauses administratives particulières est destiné à regrouper l'ensemble des dispositions générales qui régissent la gestion et l'exécution du marché d'assurance de l'Assuré.

Il sera complété, au besoin, par les « Conditions Générales » remises par le candidat en complément de son offre technique.

Pour l'application du présent marché, on entend par :

- Assuré : le SGAMI du Sud Ouest agissant en qualité d'Acheteur bénéficie de la qualité d'assuré ainsi que :
 - L'Acheteur délégué,
 - Les Maîtres d'œuvre, notamment Architectes, BET, Ingénieurs, Techniciens ainsi que leurs sous-traitants,
 - Les entreprises et leurs sous-traitants,
 - Le bureau de contrôle,
 - Les fournisseurs s'ils interviennent sur le chantier,
 - Les conseils, consultants, associés, mandataires, préposés, des intervenants désignés ci-dessus,
 - D'une manière générale tout intervenant sur le chantier même non désigné dans le marché.
- Atteinte à l'environnement
 - l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée dans l'atmosphère, le sol ou les eaux de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à porter atteinte ou à gêner des agréments ou d'autres utilisations légitimes de l'environnement,
 - la production d'odeurs, bruits, vibrations de températures d'ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.
- Avoisinant : Tout édifice dont le SGAMI du Sud Ouest n'est ni propriétaire, ni locataire, ni occupante, situé en tout ou partie sur, sous, contre ou à côté du terrain et/ou de l'existant de l'objet de l'opération de construction.
- Assureur : la société d'assurance apportant ses garanties au titre du marché et portant le risque ;
- C.C.A.P. : le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, pièce du marché fixant l'ensemble des dispositions relatives à l'exécution et au fonctionnement du marché ;

- C.C.T.P. : les Cahiers des Clauses Techniques Particulières, pièces du marché définissant, pour chaque lot, la nature des risques et l'objet des garanties recherchées, établie par l'Assuré, souscripteur.
- Chantier : Lieu d'édification de l'ouvrage définitif.
- Code et décret : Code des Assurances Français et Code de la Commande Publique.
- Contrôleur technique : La personne agréée, dans les conditions prévues à l'article L.111-25, 2ème alinéa du Code de la Construction et de l'Habitation Français qui est appelée à intervenir, à la demande de l'Acheteur, pour effectuer le contrôle technique des études et des travaux ayant pour objet la réalisation de l'opération de construction.
- Cotisation : tout élément financier destiné à la fixation des sommes dues par l'Assuré en contrepartie des garanties qui lui sont apportées ;
- Coût total de la construction : Montant des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris.

En aucun cas, ce coût ne peut comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître d'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.
- Dommages corporels : Toute atteinte à l'intégrité physique d'une personne.
- Dommages immatériels consécutifs : Tout préjudice pécuniaire qui résulte de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu ou de la perte d'un bénéfice et qui est la conséquence directe de dommages matériels garantis.
- Dommages matériels : Toute détérioration ou destruction d'une chose ou substance.
- Effondrement : L'écroulement ou la menace grave et imminente d'écroulement total ou partiel des ouvrages de fondations, d'ossature, de clos, (à l'exception de la partie mobile) et de couvert nécessitant le remboursement ou la reconstruction de la partie endommagée.
- Existants : Les biens immobiliers situés sur ou à proximité immédiate du chantier, qui ne font pas l'objet du marché et qui sont :

- soit la propriété de l'Acheteur ou du délégataire au moment de la prise d'effet du marché,
 - soit destinés à devenir leur propriété pendant la période de validité du marché.
- Franchise : montant déduit de l'indemnité due à l'Assuré en fonction des limites de garantie prévues au marché ou des frais qui restent à sa charge ;
- Indice : Index National des Prix du Bâtiment B.T. 01 et du Génie Civil T.P. 01 tels que publiés au Journal Officiel (base 100 en janvier 1974 pour les index « bâtiment » et janvier 1975 pour les index « génie civil »).
- Si l'indice vient à être remplacé par un nouvel indice officiel applicable à la révision des marchés de travaux de génie civil, ce nouvel indice lui sera substitué pour l'application du marché.
- Groupement : le cas échéant, le groupement d'opérateurs économiques se composant de l'assureur (ou des assureurs en cas de coassurance) et, le cas échéant, d'un intermédiaire d'assurance, Agent Général ou Courtier ;
- Maître de l'ouvrage : La personne, physique ou morale, désignée au Cahier des Clauses Techniques Particulières, qui conclut avec les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du Code Civil Français, les contrats de louage d'ouvrage afférents à la conception et à l'exécution de l'opération de construction.
- Mandataire : au sens des dispositions de l'article R2142-23 du Code de la commande publique, le représentant du groupement d'entreprises titulaire pour la gestion et l'exécution du marché ;
- Marché : l'ensemble des pièces désignées dans le présent Cahier des clauses administratives particulières du marché comme pièces constitutives du marché ;
- Ouvrage de génie civil : On entend par « ouvrages de génie civil » pour la convention « Dommages-Ouvrages » et pour la convention « Assurance Responsabilité en cas de dommages à l'ouvrage après réception » :
- voiries et réseaux de distribution de fluide,
 - parking,
- non considérés comme des ouvrages de « bâtiment », tels que visés par la loi du 04 janvier 1978.
- Réception : L'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte les travaux exécutés, avec ou sans réserve, dans les conditions fixées par l'article 1792-6 du Code Civil Français ou en vertu d'une décision de justice.
- Sinistre : La survenance de dommages susceptibles d'entraîner la garantie de l'Assureur.
- Constitue un seul et même sinistre :

- en assurance de responsabilité, l'ensemble des dommages résultant d'une même cause technique initiale qui trouve son origine dans la réalisation de l'opération de construction.
 - en assurance de dommages, la survenance de dommages résultant d'une même cause technique ou d'un même évènement.
- Tiers : Toute personne autre que :
- Le SGAMI du Sud Ouest,
 - Le Secrétaire Général et les fonctionnaires, les agents du ministère de l'intérieur, dans l'exercice de leurs fonctions.
- Titulaire : le titulaire est l'opérateur économique ou le groupement d'opérateurs économiques comprenant au moins une société d'assurance au sens du Code des Assurances auquel est attribué le présent marché.
- Travaux de technique courante : L'opération de construction consiste en des travaux de bâtiment de technique courante.

Sont réputés de technique courante les travaux réalisés avec des produits ou procédés de construction :

- soit normalisés ou réputés « traditionnels », c'est-à-dire conformes, à la date d'ouverture de l'opération de construction aux dispositions suivantes sous réserve que celles-ci soient aussi en vigueur à cette même date :
 - la réglementation fixée par les lois, décrets et arrêtés,
 - les normes françaises homologuées, y compris celles portant une référence de D.T.U sous réserve que ces documents ne fassent pas l'objet d'un communiqué de « mise en observation » de la Commission de Prévention Produits (C2P)*
 - les règles et les cahiers des charges établis par les organismes professionnels du bâtiment ou les normes françaises non homologuées, sous réserve que ces documents aient été agréés par l'Assureur ou acceptés par la Commission Prévention Produits.
- soit non « traditionnels », ni « normalisés », sous la triple condition suivante (à la date d'ouverture de l'opération de construction) :
 - qu'ils aient fait l'objet d'un avis technique, favorable et en cours de validité, de la commission ministérielle instituée par l'arrêté du 2 décembre 1969,
 - qu'ils soient mis en œuvre dans les conditions, limites et prescriptions stipulées dans cet Avis Technique et le Cahier des Prescriptions Techniques annexé à celui-ci ou auquel il se réfère et, s'il n'y a pas contradiction avec celles-ci, dans le dossier de travail annexé à l'Avis technique,
 - qu'ils ne fassent pas l'objet d'un communiqué de « mise en observation » de la Commission Prévention Produits*

- soit ayant fait l'objet d'un Cahier des Clauses Particulières de conception, de fabrication et de mise en œuvre, qui a reçu un agrément temporaire de l'Assureur, sous réserve que cet agrément temporaire soit en cours de validité à la date de mise en œuvre du produit ou procédé et que soient respectées les conditions de délivrance de cet agrément et de mise en œuvre du produit ou procédés précisées dans l'attestation d'agrément.

* Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site internet de l'Agence Qualité Construction (<http://www.qualiteconstruction.com>).

L'opération concerne des travaux avec intervention sur des existants qui modifient les structures porteuses horizontales ou verticales et les efforts supportés par ces structures. Elle fait l'objet d'une étude de sol réalisée par un bureau d'étude technique de géotechnique ainsi que d'une mission de contrôle technique.

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations de services d'assurances.

Le marché est composé d'un lot unique : Assurance « *Dommages Ouvrage – Génie Civil* ».

Le marché pourra être attribué à un prestataire individuel (Société d'assurance) ou à un groupement d'entreprises.

Ce groupement, constitué d'un (ou plusieurs) intermédiaire(s) (Agent Général ou Courtier) et/ou d'une (ou plusieurs) Société(s) d'assurances, devra être formé dès la remise des offres, conformément aux dispositions de l'article R2142-22 du Code de la commande publique. Après attribution, il prendra obligatoirement la forme d'un groupement conjoint avec mandataire non solidaire.

Si en cours d'exécution du marché, un des membres du groupement se retire de la coassurance, l'Assuré peut accepter, par avenant, le remplacement du coassureur partant par un autre membre du groupement, sous réserves que les conditions d'exécution du marché restent strictement inchangées.

Il peut également faire le choix de poursuivre son exécution en coassurance incomplète ou résilier le marché.

ARTICLE 2. DUREE DU MARCHE – DATE D’EFFET
--

Pour la garantie « Dommages Ouvrage », le marché est d'une durée de dix (10) ans fermes à compter de la réception de l'ouvrage.

La garantie « Dommages Ouvrage », la garantie commence à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Elle prend fin à l'expiration d'une période de dix (10) ans fermes à compter de la réception de l'ouvrage.

Toutefois, le contrat pourra intervenir avant réception, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de son obligation de réparer.

Egalement le contrat pourra intervenir après la réception des travaux et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement lorsqu'après mise en demeure infructueuse, l'entreprise n'a pas exécuté dans le délai fixé au marché ou à défaut dans un délai de quatre-vingt-dix jours (90) son obligation de réparer.

ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué, pour chaque lot, des documents énumérés ci-dessus par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et son annexe intitulée « *Bordereau des réserves au Cahier des clauses techniques particulières* » ;
- Le rapport d'Audit des Risques ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Assuré fait seul foi ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Assuré fait seul foi ;
- Les Conditions Générales, Conventions Spéciales et Annexes du cocontractant ;
- Une note du candidat explicitant les procédures prévues pour gérer le contrat et les sinistres ;
- Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par Arrêté du 30 mars 2021.

Le présent marché est régi par le Code des Assurances et par les lois françaises applicables au secteur de l'assurance ainsi que le Code de la commande publique.

Tout litige relatif à l'application du présent marché relève de la seule compétence des tribunaux administratifs français.

ARTICLE 4. DECLARATION DES RISQUES

Article 4.1. A la souscription de l'assurance

Le marché est établi à partir des Cahiers des clauses particulières, et des éléments figurant dans le dossier de consultation des entreprises établi par l'Assuré. Les cotisations fixées tiendront scrupuleusement compte de chacune de ces données.

Le titulaire déclare avoir une opinion suffisante des risques assurés, les ayant fait ou ayant eu la possibilité de les faire évaluer par questionnaire. En conséquence, il les assure en renonçant à se prévaloir de toute erreur ou omission.

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

Article 5.1. Lieu d'exécution

Sur le site des travaux soit au n°1 boulevard Lakanal 24000 Périgueux.

Article 5.2. Obligations de l'Assuré

Pour permettre au titulaire d'établir sa tarification, l'Assuré doit lui faire parvenir tout document qu'il demande, en complément des informations jointes aux Cahiers des clauses techniques particulières, notamment dans le cadre de régularisation des contrats portant modifications des risques à la souscription du contrat.

Article 5.3. Obligations de l'Assureur

Dès réception des documents qu'il a sollicités, le titulaire doit émettre le contrat d'assurance ou l'avenant portant modifications, et la prime correspondante est calculée sur la base des taux et des prix retenus dans le cadre du marché.

Article 5.4. Déclaration et gestion des sinistres

Le titulaire adresse, dans les dix jours suivant la déclaration de sinistre remise par l'Assuré, un accusé de réception de cette déclaration comportant le numéro de dossier, le nom et l'adresse du site concerné par le sinistre, l'évaluation d'ouverture du dossier et éventuellement les demandes de renseignements complémentaires ou les coordonnées du ou des experts désignés.

Les évaluations supérieures à 10 000 € doivent, à la demande de l'Assuré, faire l'objet d'une fiche d'information annuelle adressée à l'Assuré et, dans tous les cas, d'une fiche de révision 6 mois au minimum avant l'échéance principale.

Le titulaire exerce la gestion des recours amiables pour les montants compris dans la franchise et assiste l'Assuré pour les événements exclus ou insuffisamment garantis.

ARTICLE 6. FORME ET CONTENU DES PRIX

Article 6.1. Taux de la cotisation

La cotisation nette hors taxes – prix des prestations d’assurance comprenant le coût technique du risque augmenté des frais d’acquisition et d’administration – est fixée dans l’acte d’engagement ainsi que le chargement fiscal correspondant à la nature des risques garantis.

Le montant de la cotisation peut être fixé sur une base provisoire. Il fait l’objet d’une régularisation destinée à rétablir le montant définitif lors de la fourniture du Décompte Général Définitif. Les modalités de fixation de la cotisation provisoire ou provisionnelle (cotisation provisoire = taux x enveloppe prévisionnelle) et de la cotisation définitive (cotisation définitive = taux x Décompte Général Définitif) sont précisées dans le Cahier des Charges.

A cet effet, le SGAMI du Sud Ouest s’engage à déclarer :

- Le coût total prévisionnel de la construction sur lequel sera perçue la cotisation provisoire,
- Dans les deux mois de l’arrêté des comptes définitifs de la construction le coût total définitif de l’opération de construction d’après lequel sera calculé, s’il y a lieu, le complément de cotisation résultant de la différence entre la cotisation définitive et la cotisation provisoire.

A compter d’un délai de trois mois suivant la date de réception du Décompte Général Définitif, l’Assureur s’oblige à remettre à l’Assuré l’avenant de régularisation fixant le coût définitif du marché d’assurance.

Article 6.2. Révision des prix

Les taux accordés pour le calcul de la cotisation sont fermes et uniquement révisables sur l’assiette du Décompte Général Définitif (D.G.D.).

Article 6.3. Défaut de paiement de la cotisation

Conformément aux dispositions de l’article L. 113-3 du Code des Assurances, à défaut du paiement de la cotisation, ou d’une fraction de la cotisation dans les trente (30) jours de son échéance, et indépendamment du droit pour l’assureur de poursuivre l’exécution du contrat en justice, la garantie ne peut être suspendue que trente jours après la mise en demeure de l’établissement contractant.

L’assureur a le droit de résilier le contrat dix jours après l’expiration du délai de trente jours mentionné ci-avant.

Article 6.4. Clause de sauvegarde

Dans tous les cas, l'Assuré se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché en cas de majoration supérieure ou égale à 5%, hors assiette de cotisations prévue aux Cahiers des clauses techniques particulières.

ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT

Article 7.1. Paiement et établissement des factures

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La transmission des factures électroniques via Chorus Pro, se fait à l'aide des informations suivantes :

- Numéro SIRET du SGAMI SUD OUEST: 13002032400013
- Service : **MISPLTF033**

Les échanges avec le service finances, hors factures électroniques, peuvent se faire à l'adresse mail suivante : **sgami-so-dim-bzac-marches@interieur.gouv.fr**

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le comptable assignataire est l'Administrateur Général des Finances Publiques – Directeur Régional des Finances Publiques de la Nouvelle Aquitaine et de la Gironde

Le Signataire du Marché est le Secrétaire Général Adjoint du SGAMI SUD OUEST.

Article 7.2. Délai global de paiement

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues par les dispositions des articles R 2192-10 et suivants du Code de la commande publique. Le délai maximum de paiement est de trente (30) jours calendaires.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de l'avis d'échéance relatif à un acompte ou au solde de la cotisation.

Le délai global de paiement peut être suspendu une fois par l'ordonnateur avant l'ordonnancement. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire précisant les raisons qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. A compter de la réception de la totalité des justificatifs demandés, le nouveau délai global de paiement est de trente (30) jours calendaires. A défaut de paiement ce délai, les intérêts moratoires sont dus.

Conformément à l'article D 2192-35 du Code de la commande publique, en cas de retard de paiement, le titulaire est de plein droit débiteur d'une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

ARTICLE 8. RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié avant sa date normale d'expiration uniquement dans les cas et conditions ci-après :

Article 8.1. Par le Titulaire

- en cas de non-paiement de la cotisation dans les conditions prévues à l'article L. 113-3 du Code des Assurances et selon les règles de la Commande Publique ;
- en cas d'aggravation du risque en cours du marché, déclarée par l'Assuré selon les dispositions prévues à l'article 4.2, et après avoir proposé une revalorisation de la cotisation refusée, dans les conditions prévues à l'article L. 113-4 du Code des assurances. A réception de la proposition de revalorisation de la cotisation, l'entité dispose d'un délai de trente (30) jours pour faire connaître sa décision ;
- en cas de déclaration inexacte des risques assurés ou des éléments de calcul permettant la fixation de la cotisation, conformément aux dispositions de l'article L. 113-9 du Code des assurances ;

Article 8.2. Par l'Assuré

- En cas de réduction du risque, déclarée par l'Assuré selon les dispositions prévues à l'article 4.2, si l'Assureur refuse de déduire la cotisation en conséquence. A réception de la réponse du Titulaire dans les trente (30) jours à compter de la réception par lui de la déclaration de réduction du risque, l'Assuré dispose d'un délai de trente (30) jours pour faire connaître sa décision.

Article 8.3. Modalités de résiliation

La décision de résiliation par le Titulaire ou par l'Assuré est notifiée par lettre recommandée avec accusé réception, dans les conditions prévues au Chapitre 6 du Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

ARTICLE 9. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9.1. Droit, langue et monnaie applicables

La langue de travail, utilisée lors des réunions, est le français.

Tous les documents, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Article 9.2. Prescription

Toutes actions dérivant du présent marché sont prescrites par deux ans, à compter de l'événement qui y donne naissance, dans les conditions fixées par le Code des Assurances.

La prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption ainsi que dans les cas suivants :

- désignation d'expert à la suite d'un sinistre ;
- envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception par l'Assuré au Titulaire en cas de non règlement d'un sinistre ;
- envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception par le Titulaire à l'Assuré en cas de non-paiement de la cotisation ;
- citation en justice, même en référé ;
- commandement signifié à celui que l'on veut empêcher de prescrire.

Article 9.3. Contrôle de l'entreprise d'assurance

L'autorité chargée du contrôle de l'entreprise d'assurance est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution – 61, rue Taitbout – 75436 Paris Cedex 09 (Tél. : 01 49 95 40 00).

Article 9.4. Différends / contentieux

Toutes les difficultés, litiges ou contestations qui pourraient naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Bordeaux, sis 9 Rue Tastet, CS 21490, 33063 Bordeaux Cedex, tél. : 05 56 99 38 00, greffe.ta-bordeaux@juradm.fr, <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr>

.

Article 9.5. Retard administratif dans le paiement des primes

Les primes du présent marché devant être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les assureurs renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le marché si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris le vote des dépenses).

Article 9.6. Révision

Le montant des indemnités et des garanties a été établi sur la base des textes législatifs et réglementaires existant à la date de prise d'effet du contrat.

Si ultérieurement, ces textes venaient à être modifiés, le candidat retenu pourra proposer à l'Assuré une révision de ces conditions de garanties, dans le cadre d'un avenant à conclure entre les parties.

Article 9.7. Médiation

➤ Mission de conciliation :

Le Tribunal administratif de Bordeaux peut exercer une mission de conciliation conformément à l'article L.211-4 du Code de Justice Administrative.

➤ Différends liés exclusivement à l'exécution du marché (Articles R 2197-1 et suivants du Code de la commande publique) :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Bordeaux, sis CCIRA de Bordeaux, DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C, Immeuble Le Pôle, 11, avenue Pierre Mendès France, 33700 MERIGNAC (Tél. : 05 55 12 20 47 – Madame Stéphanie MARCON secrétaire du CCIRA) ; Courriel: dreets-na.polec@dreets.gouv.fr).

➤ Médiateur - Relations Fournisseurs & Achats Responsables « RFAR »

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de

l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateurfournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.